



# Info-Réseau

Journal d'information du Comité National de Liaison des Régies de Quartier

N° **60** DÉCEMBRE 2013



## Éditorial

### Réussir : être au plus près des besoins des jeunes...

**A**u contact quotidien du scandale que représente le taux de chômage des jeunes, particulièrement celui de ceux qui sont peu ou pas du tout « qualifiés », les responsables des Régies de Quartier ont décidé à l'automne 2012 de s'engager pleinement dans le dispositif Emplois d'Avenir. Ce dernier, par sa durée et la valorisation des activités proposées et métiers exercés, offre une véritable expérience professionnelle.

Fortes de leurs initiatives déjà réalisées en direction des jeunes, les Régies ont recherché les moyens d'adapter un parcours d'insertion, au plus près de leurs besoins. Le but : leur permettre de monter les « marches », estimées souvent trop hautes par rapport à leur bagage initial, mais constituant l'étape nécessaire pour accéder, en situation « Emplois d'Avenir », à un métier reconnu professionnellement et qu'ils auront choisi.

L'expérience de la Régie de Carvin en est une illustration : elle repose, pour beaucoup, sur la capacité d'innovation de ses responsables. La mobilisation conjointe de tous les acteurs en charge des parcours d'insertion, publics, institutionnels, etc. ne démontre-t-elle pas que c'est possible ?

**Clotilde Bréaud,**  
présidente du CNLRQ

## Sommaire

### 2-3 En direct des Régies

- ◆ À Alençon (61)  
et Mainvilliers (28)
- ◆ Portrait d'acteur

### 4-8 Le Dossier

#### Les Emplois d'Avenir dans les Régies de Quartier

Les Régies de Quartier et de Territoire s'impliquent dans le dispositif Emplois d'Avenir, localement et au niveau du Réseau national. Pourquoi ? Comment ? Sur quels postes ? Avec quels résultats ? Reportage à Carvin, dans le Pas-de-Calais, et focus sur les Régies de Quartier de Tours et Nevers.

### 9 Égalité Femme-Homme

### 10-11 En direct du Réseau

- ◆ La vie du Réseau
- ◆ Communication
- ◆ Développement durable

### 12 Interview

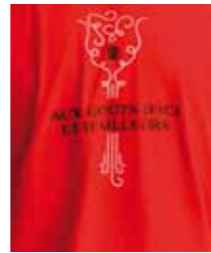
Entretien avec Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)

Comité National  
de Liaison des  
Régies de Quartier



Assise Orne – Régie des Quartiers Alençonnaise (61)

## Le centre-ville d'Alençon vient savourer les mets du quartier de Perseigne



Les 4 salariés du monde, Tiffanie et Yoann en cuisine et le plat sorti de leurs mains



Le quartier s'aère et reprend des couleurs dans le cadre d'un projet ANRU. Et pour lier l'utile à l'agréable, Assise Orne, la Régie des Quartiers Alençonnaise, son ex-président, Claude Savary, et de nombreux bénévoles (Daniel, Cécile, Madeline, Gerard...) ont eu l'idée de mélanger les saveurs du quartier et de les donner à goûter à tous au travers d'ateliers cuisine et enfin autour d'une table. Le restaurant « Aux Goûts D'ici et d'Ailleurs » voit le jour grâce à l'appui de nombreux partenaires : Fonds d'innovation sociale (aquisition d'un véhicule, campagne de communication...) bailleur, Sagim (aménagement aux normes d'un établissement de restauration), ville d'Alençon, du Conseil Régional de Basse Normandie, FSE... Marc Duval, l'actuel président, et Florence Jolivet, la directrice, s'attèlent à diversifier l'offre des services (repas personnalisés pour CE, associations...).

L'équipe est cosmopolite. Yannick Bouchard, l'encadrant Chef Cuisinier, vient du quartier, mais en fait il vient de partout. Depuis l'école hôtelière de Cabourg,

ses pas se sont accrochés aux Antilles pendant six ans, puis en Normandie. La Chine, la Thaïlande et l'Inde lui font part de leurs épices. Dinar Tsehaye est érythréenne et Bah Sangarè vient du Mali, tous deux sont en salle.

Tiffanie Lebreton et Yoann Fiquet, d'Alençon, s'affairent en cuisine. Lors des ateliers, les habitantes leur enseignent des plats de leurs pays.

Aller au restaurant ne fait pas partie des us et coutumes des habitants du quartier. « Les gens qui savent que je travaille ici veulent que je les invite, nous dit Bah. Ils pensent que c'est gratuit pour moi et que je peux les recevoir. » L'équipe des salariés est

soudée. Yoann a passé le CAP de cuisinier en candidat libre, boosté par Yannick et ses collègues. Tiffanie souhaite passer le BEP en candidat libre. Dinar et Bah ne maîtrisaient pas totalement le français, ils l'ont appris, en même temps que la dextérité, la rapidité d'exécution et l'accueil physique et téléphonique. Tous deux ont envie de bouger partout, mais avec un certificat de qualification professionnelle en cuisine.

Malgré certaines craintes, aucun désordre n'est venu troubler la quiétude du quartier. Après trois ans d'existence, le restaurant est connu, il est sollicité par différentes associations pour des repas. Les gens du centre-ville y viennent facilement tant l'image du quartier s'est trouvée changée. L'ancien préfet en avait même fait sa cantine. ■

→ Pour en savoir plus sur l'aide du Fonds d'innovation sociale des ESH : <http://www.esh.fr/FIS-Evenements.aspx>

Reconstruire ensemble, Mainvilliers (28)

## Des secouristes prêts à tout !

Former les salariés permanents aux bons gestes en cas d'accident, c'est la politique menée depuis sept ans par la Régie de Quartier de Mainvilliers sous l'impul-

sion de sa présidente, Brissa Julien, et de son directeur, Bernard Monguillon. L'organisme de formation de la Médecine du Travail intervient sur les heures de travail ▶▶

▶▶ à la Régie, 14 heures sur deux jours au terme desquels un diplôme de Sauveteur Secouriste au Travail (SST) peut être délivré aux stagiaires.

Les deux sessions annuelles accueillent une vingtaine de personnes, et la liste d'attente est importante. En effet, tous considèrent ce brevet comme un plus sur leur CV, surtout si l'on se destine aux métiers de *Services à la personne*. Marguerite Eboutou et Barbara Caron, salariées Hygiène et propreté, ont répondu présentes face à des situations familiales « à risques » : l'une a une fille casse-cou et l'autre, un mari asthmatique. Elles peuvent aujourd'hui partager leur savoir avec leurs collègues. « On a appris le massage cardiaque, le bouche-à-bouche, avec chacun son masque, bien sûr, les bons gestes quand une personne s'étrangle, comment et sur qui utiliser un défibrillateur, etc., raconte Barbara. La plupart des exercices sont faits sur des mannequins, cette formation est très concrète, et aussi très physique. » « Ça nous donne un grand sentiment de sécurité, renchérit Marguerite, et le groupe était très solidaire. On laisse le temps à chacun, et on aide ceux qui n'y arrivent pas. » Patrick Poulain, conseiller en insertion professionnelle, en charge

En cas d'incendie comment évacuer une personne inconsciente, ici Brissa Julien a joué le jeu en se laissant tirer par les pieds plus facile et moins lourd que de prendre la personne sous les bras.



à faire ▼

▲ à ne pas faire

de cette formation, précise que « la formatrice s'est adaptée à son public, en s'efforçant d'employer le bon langage ».

Les maîtres mots de la Régie sont « citoyenneté » et « prévention », et se former c'est savoir partout et à tout moment faire les gestes qui sauvent ou ceux qu'il ne faut absolument pas faire. ■

### PORTRAIT D'ACTEUR

## Khadouja Aït Ali

Régie de Quartier des Mesnils Pasteur à Dole (39)



### À la découverte du militantisme

Khadouja Aït Ali n'aime pas beaucoup raconter sa vie, mais son parcours parle pour elle. Présidente de la Régie de Quartier des Mesnils Pasteur, à Dole, elle n'avait il y a encore trois ans jamais mis les pieds

dans une association. « En 2010, j'ai entendu parler de la création d'une Régie et je suis allée à une réunion, explique cette mère de trois enfants, femme de ménage à trois quarts temps dans un lycée privé. Ce qui m'a plu, c'est qu'elle allait agir sur notre quartier, faire de la rénovation, entretenir les extérieurs... Ils ont expliqué qu'ils avaient besoin d'habitants bénévoles pour participer et donner leur avis. » Encouragée par ses voisines de table, Khadouja Aït Ali se présente et se trouve élue : elle sera trésorière. « La première année, en réunion, j'écoutais beaucoup ce que disaient les autres : des habitants comme moi, des élus de la ville, des responsables d'autres associations du quartier, le président de l'OPH. J'entendais les mots CNLRQ, CUCS, DEB, GUP, et souvent je me demandais à quoi je servais. Heureusement, je pouvais donner mon avis sur les choses que

je connais comme la situation des jeunes, les problèmes pour trouver un emploi, etc. Et puis, à chaque réunion je comprenais des choses nouvelles. » Son mari a partagé avec elle son expérience, lui qui est impliqué depuis des années dans les jardins familiaux, à la mosquée, ou encore à l'amicale des Marocains.

### Aller voir plus loin...

En mai 2011, la présidente déménage et il faut la remplacer. « J'ai accepté... il faut toujours que j'aille voir un petit peu plus loin », confie Khadouja Aït Ali. À 36 ans, elle a une légitimité car elle a toujours habité le quartier depuis son arrivée du Maroc à 10 ans. Éluë, elle décide de rencontrer plus souvent la directrice, les salariés et de se former, avec un stage Acteurs du CNLRQ, à Paris. « Parce que, dans une association, chacun à son poste doit apporter ce qu'il peut. » ■

# Le dossier Les Emplois d'Avenir

RÉGIE DE QUARTIER IMPULSION DE CARVIN, PAS-DE-CALAIS (62)

## « Un emploi pour leur avenir »

Les Régies de Quartier du Nord-Pas-de-Calais se sont pleinement emparé du dispositif Emplois d'Avenir (EA), perçu comme une opportunité pour renforcer leurs actions en direction des jeunes. Elles se sont engagées sur la création de 51 EA, mais avec avant tout un objectif de qualité, grâce à un gros effort de formation. Illustration à Carvin.

Un gros effort de formation et de solides partenariats : c'est à partir de cette recette que la Régie de Quartier Impulsion de Carvin, dans le Pas-de-Calais, s'est lancée dans le recrutement d'Emplois d'Avenir (EA, voir encadré). Sur les 12 jeunes peu qualifiés embauchés en EA depuis un an, deux sont affectés à la médiation, 10 aux espaces verts. D'autres pourraient être engagés sur un marché en plein développement, celui des chantiers propres dans le bâtiment.

Impulsion compte une centaine de salariés en insertion et une vingtaine de salariés permanents, qui travaillent sur les territoires de Carvin, Oignies, Libercourt (soit 40 000 habitants), et sur la communauté d'agglomération Hénin-Carvin. Pour elle, un EA n'a de sens qu'avec un solide parcours de formation, qui a été construit avec des partenaires. Après avoir suivi un accompagnement renforcé les préparant au travail en entreprise, les 10 EA Espaces verts ont pris leur poste début octobre, et alternent désormais une semaine de travail sur le terrain et une semaine de cours à l'Institut de Genech, qui a bâti pour la Régie de Quartier une formation de trois ans sur mesure débouchant sur un CAP agricole, un diplôme reconnu. Uniformation, organisme collecteur des Régies de Quartier, finance ce programme à hauteur de 140 000 €.

### Un mouvement régional

Cette implication d'Impulsion dans les EA n'est pas un cas isolé. Avec ses cinq consœurs du Nord-Pas-de-Calais,

cette Régie de Quartier a en effet signé en mars avec les services de l'État, en présence du ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, Benoît Hamon, un accord-cadre pour la création de 51 EA. Un accord qui est une déclinaison régionale de la convention nationale signée par le Comité national de liaison des Régies de Quartier (CNLRQ) avec l'État pour l'embauche de 1 500 EA en trois ans.

« Au sein de l'Union Régionale de Régies de Quartier et Associées en Nord-Pas-de-Calais (URQA), nous nous mobilisons pour l'emploi des jeunes car ils souffrent ici d'un taux de chômage de 30 % supérieur à la moyenne nationale, explique Régis Delattre, délégué régional du

CNLRQ et président d'Impulsion. Quand on se saisit du dispositif, l'EA c'est un vrai emploi pour l'avenir des jeunes. C'est un dispositif réellement en phase avec nos problématiques quotidiennes et avec la ligne nationale du CNLRQ, nous avons donc souhaité en faire la promotion en nous regroupant.

Nous avons recensé nos besoins, nos modes opératoires, et nous avons proposé cet accord à l'État, qui a accepté. » Cet accord prévoit le financement d'un accompagnement supplémentaire des jeunes par rapport à celui de la Mission locale, car les EA s'adressent à des personnes sans qualification ou presque, dont beaucoup ne sont pas en situation d'intégrer directement un emploi. 15 jeunes, déscolarisés et principalement repérés par le réseau des médiateurs d'Impulsion dans les quartiers, ►►



▲ Le ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, Benoît Hamon, signe un accord-cadre entre les services de l'État et les six Régies de Quartier du Nord-Pas-de-Calais.



▲ Le ministre délégué Benoît Hamon avec Clotilde Bréaud et Zinn-Din Boukhénaïssi, du CNLRQ, et des représentants des Régies de Quartier du Nord-Pas-de-Calais.

►► ont suivi pendant un trimestre, comme stagiaires non rémunérés, des modules individuels et en groupe pour découvrir le monde du travail, apprendre à être à l'heure, connaître leurs droits et devoirs en entreprise, et définir un projet de vie qui intègre le projet professionnel. Ils ont pu tester en immersion les activités sur les chantiers de la Régie de Quartier.

### Un outil supplémentaire

« Les EA constituent un outil supplémentaire pour proposer d'autres choses à d'autres jeunes, analyse Séverine Defer, présidente de l'URQA et directrice d'Impulsion.



▲ Régis Delattre et Séverine Defer, président et directrice d'Impulsion, mais aussi délégué régional du CNLRQ et présidente de l'URQA Nord-Pas-de-Calais.

Mais comme il est difficile de trouver des personnes suffisamment structurées pour être prises directement en EA, nous avons eu l'idée de prendre des jeunes de ZUS inconnus des institutions pour les faire grandir dans le monde professionnel à travers un parcours en plusieurs étapes. À Carvin, nous avons créé l'accompagnement renforcé, nous embauchons aussi des jeunes en CUI-CAE comme les adultes en insertion, et enfin les EA, sur 35h, c'est encore un échelon au-dessus, quand les jeunes sont prêts. Nous avons ouvert 50 places en accompagnement renforcé avec un financement Politique de la Ville, mais seules 15 ont été prises. Les jeunes des quartiers ont beaucoup de mal à se projeter, et ils se démotivent d'un jour à l'autre. Nous réfléchissons à nous faire accompagner par des

### L'EMPLOI D'AVENIR, EN CLAIR

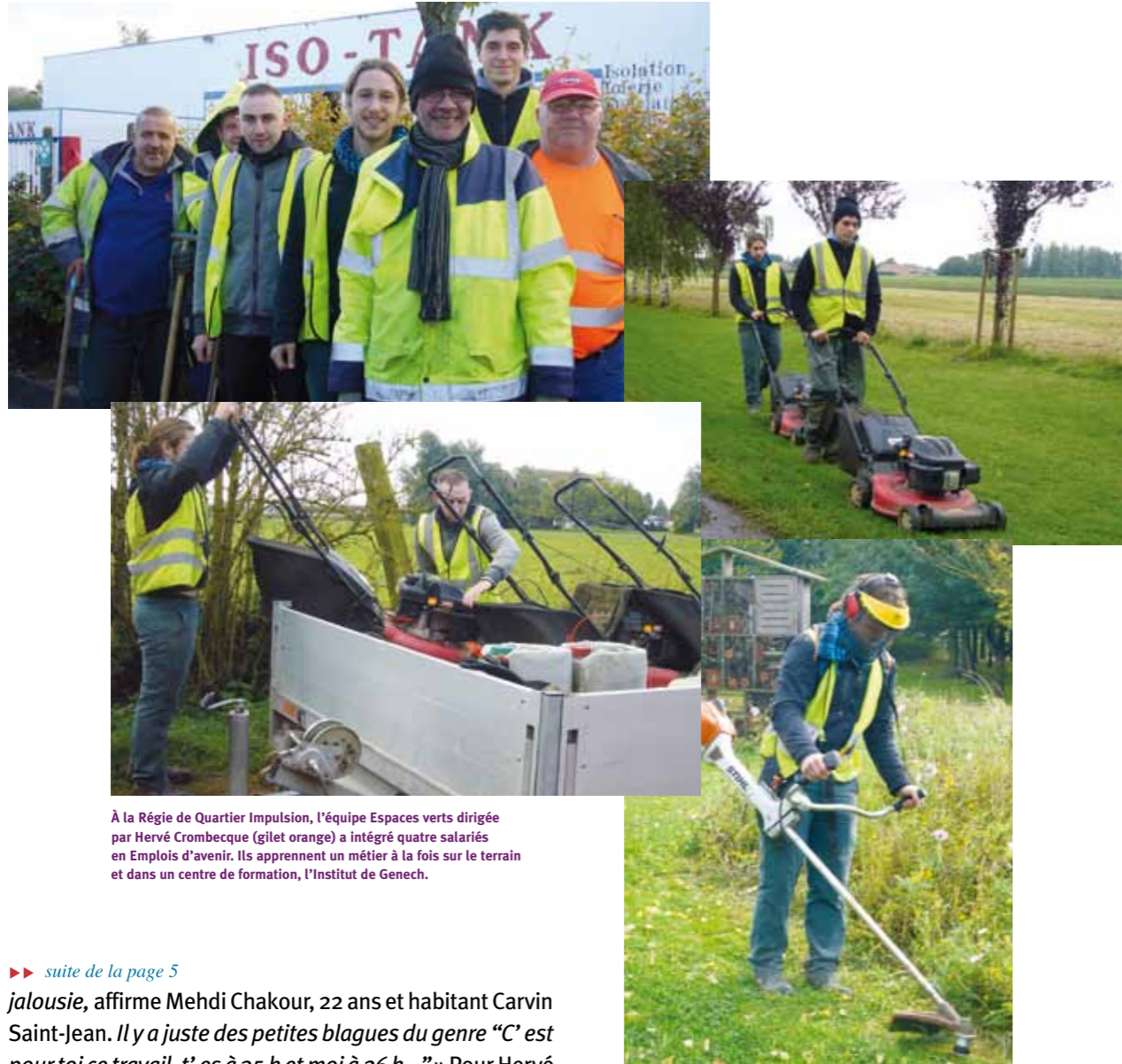
Selon la définition du ministère du Travail, un Emploi d'Avenir, c'est pour les personnes de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiées un CDI ou CDD de 1 à 3 ans, à temps plein (sauf exception), avec une formation. Pour les employeurs, c'est une aide de l'État sur 3 ans à hauteur de 75 % du Smic brut, et un soutien de la Mission locale.

sociologues qui connaissent ces jeunes pour qu'ils nous réexpliquent la société actuelle, pour que nous arrivions à mettre en place les bons outils. » Certains de ces 15 jeunes pourront passer en CUI-CAE à la Régie, voire en EA, et les autres seront connus par la Mission locale et adressés à des employeurs le cas échéant.

### Des jeunes enthousiastes

Qu'en pensent les jeunes embauchés en EA ? « C'est une vraie chance, cela nous permet d'avoir un CAP, des sous, de l'expérience, tout pour nous préparer à travailler, témoigne Thibault Licatesi, 20 ans, qui habite Carvin et travaillait auparavant à Impulsion sous CUI-CAE. 35 h c'est mieux, cela nous met dans le bain directement, et le salaire est entier. » Brandon Delanghe, 20 ans lui aussi, de Montigny-en-Gohelle, a entendu parler de ces emplois par un ami travaillant à la Régie de Quartier. Il s'est rendu au meeting de recrutement organisé par Impulsion à la salle des Fêtes de Carvin. « C'est mon premier emploi, et les espaces verts, ça me plaît, je pourrais en faire mon métier, indique-t-il. En plus, ils nous offrent l'opportunité d'avoir une qualification et une expérience, il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui font cela. Je connais plein de jeunes qui aimeraient avoir cette chance. »

N'est-ce pas compliqué de s'intégrer dans une équipe où les autres sont en contrat d'insertion, à 26 h par semaine, avec un salaire qui n'atteint pas le Smic ? « Non, nous avons commencé il y a 15 jours, et ça se passe bien avec les autres salariés, il n'y a pas de suite page 6 ►►



À la Régie de Quartier Impulsion, l'équipe Espaces verts dirigée par Hervé Crombecque (gilet orange) a intégré quatre salariés en Emplois d'avenir. Ils apprennent un métier à la fois sur le terrain et dans un centre de formation, l'Institut de Genech.

►► suite de la page 5

*jalousie*, affirme Mehdi Chakour, 22 ans et habitant Carvin Saint-Jean. *Il y a juste des petites blagues du genre "C' est pour toi ce travail, t' es à 35 h et moi à 26 h..."* » Pour Hervé Crombecque, leur encadrant technique, les EA sont des salariés comme les autres, mais se dirigent différemment : *« Les autres sont pères de famille, en CUI-CAE, c' est pour deux ans maximum, un peu plus peut-être, et leur finalité c' est le retour à l' emploi. Un Emploi d' Avenir, sa finalité, c' est la CAP agricole, avec derrière la possibilité de trouver un patron, mais aussi de créer sa propre société, car ils ont une vraie formation : ils apprennent à reconnaître les végétaux, à faire de la création, plein de techniques, comme la tonte différenciée. »* Seul un des 4 EA qu'il encadre n'est pas motivé. Il est resté interloqué quand son encadrant technique lui a dit qu'il travaillait tous les jours depuis 35 ans. *« Beaucoup de jeunes sont intéressés par les EA, mais nous avons du mal à les faire avancer dans un parcours de formation, explique Mélanie Bouriez, coordinatrice sociale et professionnelle d'Impulsion. Un engagement sur trois ans avec une formation qui est une*

*remise dans le système scolaire, ça en fait reculer un certain nombre. »*

Outre les espaces verts, la plupart des activités des Régies de Quartier peuvent accueillir des EA. *« Nous sommes en train de voir pour des recrutements de nouveaux médiateurs en EA, indique Mélanie Bouriez. Nous avons vu une personne volontaire, mais sa candidature a été refusée parce qu' elle n' habite pas en ZUS, alors que nous avons du mal à recruter. »* Après avoir remporté un appel d'offres « Chantiers propres » du bailleur Pas-de-Calais Habitat pour réaliser le tri et la valorisation des matériaux des chantiers de démolition, les Régies de Quartier du Nord-Pas-de-Calais souhaitent développer cette activité, qui pourrait également permettre d'embaucher de nouveaux EA. ■

RÉGIE DE QUARTIERS DE NEVERS (58), LES ACTEURS SOLIDAIRES EN MARCHÉ (ASEM)

## Tester ou développer de nouvelles activités



Les Acteurs Solidaires en Marche, Régie de Quartier de Nevers, a recruté une partie de ses 8 Emplois d'avenir pour développer des actions innovantes.

Ouverture d'une boutique solidaire de mobilier et petit électroménager, création d'un poste de médiation-citoyenneté sur les jardins en partage, test d'un parcours de formation Espaces verts... : c'est pour lancer ou développer des actions innovantes que la Régie de Quartier de Nevers (58), Les Acteurs Solidaires en Marche, a recruté une partie de ses 8 Emplois

d'avenir. *« Le soutien de l' État limite le risque budgétaire sur de nouvelles activités, explique la directrice, Nathalie Moreau. De plus, c' est un jeune qu' on accueille, avec un dynamisme et une capacité à prendre des risques propres à cet âge. Innover, c' est un challenge que l' on relève ensemble : le jeune teste un chemin professionnel, et la structure teste une idée dans sa réalisation. »*

### Implication et formation

Sur l'activité Espaces verts, il s'agit de revaloriser l'entretien des parties communes extérieures, et plus seulement intérieures. *« C' est un pari qui demande la participation des habitants et des bailleurs, estime Nathalie Moreau, et cela peut devenir un métier : entretien des espaces verts, gestion des déchets, mise en place d'innovations pour améliorer l'extérieur ou impliquer les habitants, avec des composteurs collectifs, des plantations en bacs pour les écoles, des jardins en pieds d'immeubles... Tout cela doit être testé et validé. »* Pour mener à bien cette mission, Sébastien Bussièrès a suivi, dans le cadre de son contrat Emploi d'avenir, la formation Passages sur les Espaces verts. ■

RÉGIE DE QUARTIER DE TOURS (37), RÉGIE PLUS

## Des partenariats d'avenir

Régie Plus, la Régie de Quartier de Tours, mise sur les partenariats publics et privés pour développer les Emplois d'avenir (EA). Sami Ahmet, qui a le niveau Bac pro Vente, a ainsi été embauché comme éco-médiateur sur le partenariat Isigaz avec GRDF, pour sensibiliser les habitants du quartier aux économies d'énergie et à la prévention des risques liés au gaz. *« Le statut d' EA est très adapté à notre organisation sur cette mission, car Sami est là toute la semaine, c' est clair et précis, explique Isabelle Santerre, directrice de Régie Plus. Et pour lui qui veut devenir vendeur en multimédia, aller voir les gens, réussir à se faire ouvrir la porte, les convaincre de changer leurs habitudes, montre des aptitudes de ter-*

*rain qui vont valoriser son CV. Il a aussi suivi une formation à la médiation. En six mois, il a beaucoup gagné en confiance et en aisance. »*

### L'Office HLM intéressé

Autre partenariat, en discussion celui-ci : la création de 2 EA au sein de la Régie de Quartier, mais au service de l'office HLM Tours Habitat, pour préparer ses futurs recrutements. *« L'Office HLM peut difficilement embaucher des EA si derrière il n' est pas sûr de leur offrir un emploi pérenne, explique Isabelle Santerre. C' est pourquoi un partenariat avec*

Myriam Bensaïfia et Sami Ahmet forment le binôme de l'opération Isigaz, partenariat entre Régie Plus et GRDF. Myriam est salariée en insertion (CUI-CAE), et Sami en Emploi d'avenir.



*nous les intéresse. »* L'Office pourrait financer les 7 500 € annuels par EA en augmentant les travaux confiés à la Régie de Quartier. Ou bien, rémunérer par convention la Régie pour la préparation aux métiers d'agents d'entretien et de gardiens d'immeubles, qui comporte leur recrutement et leur formation pendant 2 à 3 ans, afin de répondre à ses besoins. ■

## Entretien avec Zinn-Din Boukhénaïssi « Permettre l'émergence de nouvelles activités pérennes »



Pourquoi et comment le Comité National de Liaison des Régies de Quartier a-t-il participé au lancement des Emplois d'Avenir ? Avec quels résultats dans le Réseau ? Les réponses de Zinn-Din Boukhénaïssi, délégué général du CNLRQ.

### Avec quels autres partenaires le CNLRQ a-t-il noué des contacts ?

Nous avons pris immédiatement contact avec l'UNML (Union Nationale des Missions Locales), l'Union Sociale de l'Habitat, et avec de grands opérateurs (ERDF, GDF...). Bien évidemment, nous nous sommes rapprochés très vite des grandes administrations centrales (la Direction générale de la cohésion sociale et la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle) et du Secrétariat général du comité interministériel des villes. Il s'agissait pour nous de co-construire avec ces partenaires un programme d'actions à la fois réaliste et ambitieux. Réaliste, tenant compte des moyens humains au sein du Réseau affectés à ce programme, et ambitieux, pour réussir l'insertion des jeunes issus de nos quartiers.

### Quel bilan dressez-vous des Emplois d'Avenir dans les Régies de Quartier et de Territoire depuis leur lancement ?

Après un démarrage assez lent en raison de la nécessaire ingénierie de projets à mettre en œuvre par les Régies, nous avons été agréablement surpris par la montée en puissance des recrutements dès mars/avril 2013, certaines Régies ayant même décliné en région notre accord cadre. En effet, les Régies et le CNLRQ ont souhaité que ce programme permette l'émergence de nouvelles activités pérennes, ancrées sur les territoires d'interventions des Régies. Un temps a donc été consacré pour, localement, créer les conditions de réussite du programme – proposition et négociation avec des partenaires locaux, recherche à terme de l'équilibre économique de l'activité etc. – et pour s'assurer que les activités envisagées correspondaient bien à des besoins non ou mal satisfaits. Pour ce qui concerne le CNLRQ, nous avons mis en place des groupes de travail permettant de mieux cibler le programme d'actions. Il me semble que les actions produites répondent à des attentes fortes des Régies. ■

### De quelle manière le CNLRQ a-t-il préparé avec les services de l'État la mise en place des Emplois d'Avenir ?

Notre Réseau a été sollicité très en amont de la promulgation de la loi par différents cabinets ministériels. Il y a deux raisons à cela. D'une part, notre participation active lors de la mise en place des Emplois Jeunes en 1998, qui avait abouti à la conclusion d'un accord cadre national, et d'autre part notre engagement reconnu dans les quartiers de la politique de la ville. Dans un premier temps, nous avons adressé une note aux cabinets ministériels, à leur demande, reprenant différents items. Les points abordés concernaient les critères d'éligibilité, les aspects liés à la formation des jeunes, à la professionnalisation des acteurs, à la solvabilité des activités nouvelles déployées dans le cadre du programme, etc. Et ces points faisaient tous l'objet de préconisations de la part du Réseau.

Dans un second temps, nous avons été auditionnés par les cabinets aux fins d'argumentation. Je dois dire que nous avons reçu une écoute attentive et que certaines de nos recommandations ont été prises en compte. D'autres l'ont été de manière différée. C'est le cas notamment du régime dérogatoire accordé aux Régies développant des activités de Gestion Urbaine de Proximité qui peuvent désormais bénéficier d'un taux de prise en charge à 75%. Au total, nous sommes plutôt satisfaits de la manière dont le programme a évolué.

## L'égalité, une évidence

L'égalité Femme-Homme passe d'abord par la parité, qui avance à grand pas à la Régie de Quartier Paris Centre grâce à un constat bien posé et à des actions clairement définies.



La Régie de Quartier Paris Centre ne comptait que 6 femmes sur 31 salariés en 2011 : elles sont aujourd'hui 11 sur 26. « L'équipe dirigeante, composée de salariés et de bénévoles, a décidé d'agir pour laisser aux femmes la place qui leur revient, tant aux postes de direction que dans les métiers techniques », indique Bénédicte Picquart, directrice depuis deux ans et demi. « Nous avons commencé par solliciter des femmes pour intégrer le Conseil d'administration, poursuit le président, François Longéras, et cette volonté de parité a été largement partagée par les hommes du CA. » Celui-ci est aujourd'hui aux deux tiers féminin, et sur les 10 membres du bureau, on compte 4 femmes, contre une seule jusqu'à juin 2013.

### La preuve par l'exemple

La féminisation des postes en insertion avance plus lentement, mais sûrement. Parmi les principales activités, le nettoyage des bureaux attire les femmes, mais pas l'entretien des espaces verts extérieurs ni le nettoyage sur des chantiers du BTP. « Nous travaillons vraiment sur les représentations, car peu de femmes se portent candidates pour ces postes, souligne

Sarah Hagen, coordinatrice sociale, chargée d'insertion. Nous faisons en sorte d'ouvrir des possibilités dans la manière de présenter les postes de travail, dans le discours que l'on tient sur nos activités, etc. » Un partenariat a été créé avec un foyer d'hébergement de femmes pour faciliter les recrutements féminins. Car l'équipe dirigeante compte sur la valeur de l'exemple. « Quand les choses existent, cela montre qu'elles sont possibles, donc cela change les mentalités, affirme Bénédicte Picquart. Ici, les hommes et les femmes ont les mêmes droits, sont traités de la même manière : c'est par la preuve que cela se passe. »

Les mentalités changent peu à peu, mais il reste du chemin... « En tant que cadres, nous sommes

« En tant que cadres, nous sommes



L'égalité femme-homme à la Régie de Quartier de Paris Centre

toujours testées par les salariés, même si les a priori s'effacent vite, témoigne Charlotte Porez, chef d'équipe Voirie, Espaces verts et Contrats ERDF, qui dirige surtout des hommes. Nous sommes cependant toujours obligées d'être plus rigoureuses, parce qu'on pardonne encore plus facilement à un homme qu'à une femme. » ■

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**Avec la Fondation Georges Truffaut**



Le 7 novembre, le CNLRQ a signé une convention de partenariat avec la Fondation Georges Truffaut. La Fondation y affirme son soutien au projet national *Si T'es Jardin*, et plus concrètement à la réalisation d'un film et d'un guide méthodologique sur les jardins animés par des Régies et à l'organisation de la formation des animateurs de ces jardins. ■

**VIE DU RÉSEAU**

**Les Régies à l'honneur avec le Fonds d'innovation sociale des ESH (Entreprises sociales pour l'habitat)**

Trois Régies de Quartier ont bénéficié du soutien du Fonds de l'innovation sociale grâce à leurs projets novateurs en partenariat avec les bailleurs sociaux : Carcassonne pour une laverie sociale (cf. *Info-Réseau* n°59), Alençon pour un restaurant qui amène la ville vers le quartier (cf. page 2) et Limeil-Brévannes pour une friperie laverie. ■  
→ Télécharger « les Actes des 3<sup>e</sup> Rencontres de l'innovation sociale » sur le site des ESH.  
<http://www.esh.fr/FIS-Evenements.aspx>

**COMMUNICATION**

**Les expositions éditées par le CNLRQ**

Deux expositions ont été conçues pour engager des débats citoyens dans les quartiers populaires : « L'histoire de l'immigration en France » et « L'histoire du peuplement des quartiers populaires ». Elles sont le fruit d'un travail mené à la suite des Assises Nationales des Régies de Quartier qui se sont tenues à Bron en 2010, au cours desquelles 50 propositions politiques ont été formulées. Chacune de ces expositions, imprimée sur bache, est en vente auprès du CNLRQ en deux formats : un grand format pour un hall d'exposition, un lieu public ou en extérieur (100 cm x 150 cm) ou un format plus petit pour un couloir, une salle de classe... (60 cm x 90 cm).

→ Pour plus d'informations : [scardon@cnlrq.org](mailto:scardon@cnlrq.org) ou [www.regiedequartier.org](http://www.regiedequartier.org)



- SITES EN ACCOMPAGNEMENT**
- ♦ Corbeil (91)
  - ♦ Montpellier (34)
  - ♦ PNR du Gâtinais (91)
  - ♦ Pérignat sur Allier (63)

- SITE EN EXPERTISE**
- ♦ Rodez (12)

- SITES LABELLISÉS**
- ♦ Charleville-Mézières (08)
  - ♦ Lille-Sud Insertion (59)

**INFO-RÉSEAU**

**Directrice de la publication**  
Clotilde Bréaud  
**Comité de rédaction et rédaction**  
Mourad Aït-Kaci,  
Zinn-Din Boukhenassi,  
Marie-France Chamekh,  
Guy Dumontier, Jenny Eksl,  
Azouz Gharbi,  
Dominique Goby,  
Céline Goyet, Jade Grélaud,  
Bruno Martin, Anne Mistral,  
Nicole Picquart,  
Corinne Redersdorff,  
Vincent Ricolleau  
**Journaliste**  
Dante Sanjurjo

**Secrétariat de rédaction**  
Sandrine Cardon  
**Illustrations**  
Albert  
**Maquette**  
Patricia Chapuis  
**Imprimeur**  
LFT, Montreuil  
**Numéro de dépôt légal**  
91/0322.  
**Abonnement**  
12,20 euros (3 numéros).  
**Comité National de Liaison des Régies de Quartier**  
54, av. Philippe Auguste –  
75011 Paris.  
[accueil@cnlrq.org](mailto:accueil@cnlrq.org)  
[www.regiedequartier.org](http://www.regiedequartier.org)



**Cette publication a bénéficié du soutien**  
– de la DGEFP Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle,  
– de la DGCS Direction Générale de la Cohésion Sociale,  
– du SGCIV Secrétariat général au Comité Interministériel des Villes,  
– du FSE, Fonds Social Européen.



**Les rendez-vous du CNLRQ**



**STAGES ACTEURS :**

- Cycle I (2 modules)
- 1<sup>res</sup> Rencontres : 13, 14 et 15 février 2014 à Grenoble (38)
  - 2<sup>e</sup> Rencontres : 20, 21 et 22 mars 2014 à Chambéry (73)
- Cycle II (2 modules)
- 1<sup>res</sup> Rencontres : 10, 11 et 12 avril 2014 à Libourne (33)
  - 2<sup>e</sup> Rencontres : 22, 23 et 24 mai 2014 à Graulhet (81)
- Cycle III (2 modules)
- 1<sup>res</sup> Rencontres : 22, 23 et 24 mai 2014 à Dole (39)
  - 2<sup>e</sup> Rencontres : 19, 20 et 21 juin 2014 à Mainvilliers (28)

**COMPTE DE GROUPE (FORMATIONS À PARIS) :**

- Chef d'équipe : 13 et 14 février
- Eco-gestes sur un chantier de nettoyage : 24 et 25 mars
- Posture professionnelle et attitudes de service : 1<sup>er</sup> avril
- Apprendre à travailler en équipe en évitant les conflits : 07 et 08 avril
- Prendre la parole en public en situation professionnelle : 15 et 16 mai
- Coordonner un chantier en 2<sup>nd</sup> œuvre bâtiment : 04-05 et 06 juin
- Prévenir et gérer les situations d'agressivité : 17 et 18 juin

**FORMATIONS DIRECTEURS :**

- La réforme du financement de l'Insertion par l'Activité Economique
- Politique de la ville : nouvelle géographie prioritaire et nouvelle génération de contrats de ville ? Quels changements ? jeudi 12 décembre 2013 au FIAP à Paris (75)

**LES INSTANCES :**

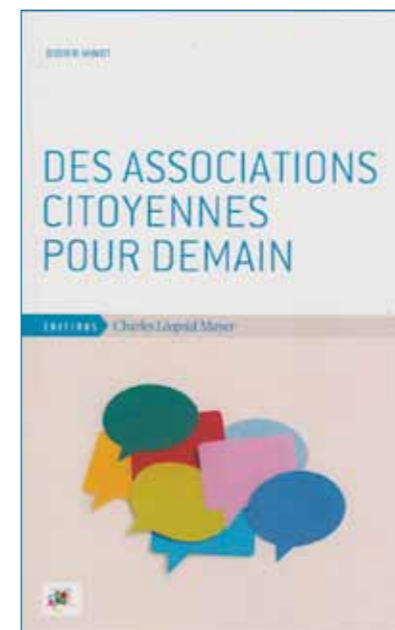
- Conseil d'administration : 13 décembre 2013 à Paris (75)
- Conseil d'administration : 21 et 22 février 2014 à Marseille (13)

Lire

Écouter

VOIR

**« Des associations citoyennes pour demain »**



Ce livre est né de l'action du collectif des associations citoyennes, né en 2010 d'une indignation face à une certaine volonté de réduire le fait associatif. Mais comme l'indignation ne suffit pas, il a tenté de comprendre les causes, les mécanismes, les politiques à l'œuvre dans les évolutions récentes. Le premier objectif de ce livre est de faire connaître la diversité des actions menées par des associations citoyennes, qui sont tournées vers le bien commun, l'intérêt général et le respect des droits fondamentaux, et pas seulement l'intérêt commun de leurs

membres. Le second objectif est de montrer en quoi ces initiatives répondent aussi à la crise globale où nous sommes plongés, crise à la fois financière, écologique, sociale, démocratique. Ce livre est une invitation à un changement de regard et à la mobilisation.  
→ Des associations citoyennes pour demain, Didier Minot, éditions Charles Léopold Mayer, août 2013, 276 pages, 20 euros  
→ Ce livre peut être commandé la librairie « Des livres et vous » 32120 Sarrant – (05) 62 65 09 51 – [info@lires.org](mailto:info@lires.org)

**« Le petit violon » en France**  
*Le Petit Violon*

De Jean-Claude Grumberg  
Mise en scène, Alexandre Haslé  
Conception : Compagnie Les lendemains de la veille et Compagnie Les Têtes d'Atmosphère en coproduction avec Les Tréteaux de France, scène nationale itinérante



**NOTE D'INTENTION** Une roulotte, un cirque, un camelot, une petite fille que l'on maltraite mais qui finira par s'épanouir, des solitudes qui se croisent et s'entraident, tout était réuni pour que j'aie envie de raconter avec mes masques et mes marionnettes cette histoire qui se prête merveilleusement aux images, qui les génère. J'allais aussi, je l'espère, en m'adressant aux enfants, parler aux adultes. Le petit violon allait devenir mon petit violon.  
→ Télécharger les dates partout en France : [www.cnlrq.org/docs/dates\\_petit\\_violon.doc](http://www.cnlrq.org/docs/dates_petit_violon.doc)



## Entretien avec **Emmanuelle Wargon**,

Déléguée générale à l'emploi  
et à la formation professionnelle (DGEFP)

### **Qu'apporte le nouveau dispositif Emplois d'Avenir pour favoriser l'emploi des jeunes ?**

**Emmanuelle Wargon** : Les Emplois d'Avenir (EA) s'adressent aux jeunes peu ou pas qualifiés, en difficulté, pour qu'ils s'insèrent durablement sur le marché du travail. Ils ont été conçus pour leur permettre d'acquérir une première expérience professionnelle réussie ainsi qu'un accès à des actions de formation, en particulier de la formation qualifiante.

Ce que le dispositif apporte de plus, c'est un ciblage sur les jeunes les plus éloignés de l'emploi, un parcours d'insertion et de qualification de qualité pendant la durée de l'EA, puisque le parcours intègre obligatoirement des actions de formation, et enfin un suivi personnalisé des jeunes réalisé par les missions locales tout au long de leur parcours pour leur permettre de maximiser le bénéfice de leur parcours en EA et de préparer leur sortie du dispositif.

### **Est-ce que les aménagements du dispositif pour les jeunes des quartiers qui font l'objet d'une Politique de la Ville spécifique ont constitué une opportunité pour ces personnes ?**

Ces territoires, dans lesquels le taux de chômage des jeunes est plus élevé que la moyenne nationale, ont été identifiés comme des territoires prioritaires pour la conclusion des EA. Les ZUS, plus particulièrement, font l'objet de dispositions particulières : les EA y sont accessibles pour les jeunes diplômés de niveau Bac à Bac+3. L'objectif est d'atteindre une part de jeunes issus des ZUS dans le total des EA de 20 % en 2013 et de 25 % en 2014. Aujourd'hui, la part des jeunes en ZUS s'établit légèrement au-dessus de 17 %, soit un chiffre nettement au-dessus

du chiffre constaté pour les contrats uniques d'insertion, qui se situait autour de 12,7 % en 2011. Les EA constituent donc une opportunité importante pour les jeunes de ces quartiers.

### **Le fort engagement des Régies de Quartier et de Territoire dans le dispositif Emplois d'Avenir, reconnu dans l'accord signé avec l'État, a-t-il pu ouvrir la voie pour que d'autres associations locales entrent dans le dispositif ?**

Le CNLRQ a signé, dès le 30 octobre 2012, une convention d'engagement avec l'État pour le recrutement de 1 500 emplois d'avenir en trois ans. Cet engagement a permis aux Régies de Quartier de recruter des jeunes issus des territoires sur lesquels elles sont implantées, dès le démarrage du dispositif.

De nombreuses conventions ont par la suite été signées sur le même modèle – engagements sur les actions de tutorat, de formation, description des missions occupées par les jeunes, ... – avec de nombreux employeurs ou fédérations d'employeurs, parmi lesquels figurent de nombreux acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS).

### **Pourquoi le dispositif Emplois d'Avenir entre-t-il selon vous en résonance avec la raison d'être des Régies de Quartier et de Territoire ?**

Les EA ont été conçus pour donner des solutions d'insertion durables aux jeunes en difficulté, en leur permettant de s'investir professionnellement dans des métiers à forte utilité sociale. Les associations, les organismes à but non lucratif de l'ESS ainsi que les collectivités territoriales sont donc les employeurs privilégiés pour ces jeunes.

Au carrefour de l'ESS et du développement local, les Régies de Quartier sont ancrées au plus près des territoires et ont un attachement fort aux notions de lien social et d'utilité sociale. Elles sont donc, dans le cadre du dispositif Emplois d'Avenir, des interlocuteurs privilégiés pour les acteurs du service public de l'emploi. ■